

Expériences et méthodologies des Observatoires

Nicole MATHIEU
Directeure de
recherche au CNRS
et responsable au
Ladyss (Cnrs/Paris
1/Paris 8/Paris 10)
de l'Observatoire
de l'évolution des
rapports entre le
rural et l'urbain

Il me faut tout d'abord remercier le Credif, le Pnud et le Serst qui m'ont confié cette mission¹ dont l'objectif est de contribuer à « renforcer les capacités de recherche de l'Observatoire de la Condition de la Femme (OCF) « de même que son rôle « comme outil d'aide à la prise de décision au service des planificateurs et développeurs », ceci dans le cadre du projet Credif / Pnud « Intégration de l'analyse genre dans le processus de planification ». À vrai dire, au-delà des organismes si prestigieux soient-ils, mes remerciements vont à des femmes : Boutheïna Griba, Nancy Bakkour et Alia Gana qui ont su stimuler mon esprit critique dans un sens positif et extraire le meilleur de mon expérience pour remplir ma mission¹ dont cette conférence fait partie.

Pour celles et ceux qui ne me connaissent pas à la tribune comme dans le public, il me faut ensuite me présenter succinctement. Mon activité de recherche au Cnrs est depuis longtemps orientée vers les problèmes de développement rural dans les sociétés post-industrielles en particulier dans les zones de faible densité qui sont en quelque sorte l'envers des espaces de concentration de la population et des emplois. J'ai tenté de montrer que ce développement ne dépendait

¹ Conférence prononcée le 23 mai 2001 dans le cadre de l'Observatoire de la Condition de la Femme en Tunisie au CREDIF. Mission de consultant international spécialiste en méthodologies des observatoires à Tunis du 21 au 24 mai 2001 (contrat n° 22/2001).

pas tant de la planification territoriale et de l'aménagement du territoire dont les logiques ne sont pas assez puissantes pour corriger les inégalités socio-spatiales, que de l'émergence endogène d'acteurs du développement local parmi lesquels les femmes jouaient souvent un rôle décisif. L'intérêt pour le développement rural conduit irrésistiblement à la préoccupation du développement durable, ce qui n'est pas sans poser des problèmes de plus en plus complexes à la fois au niveau des responsabilités collectives mais aussi à celui des individus femmes et hommes, citoyens et habitants. Mais c'est au titre de ma responsabilité dans la direction de l'Observatoire des rapports entre rural et urbain créé en 1996 au sein du laboratoire Ladyss (Dynamiques sociales et recompositions des espaces), que je me trouve ici parmi vous, à Tunis que je visite pour la première fois.

Mon objectif est donc d'aller d'un observatoire à l'autre, d'échanger nos expériences, celle de l'OCF et celle de l'Observatoire rural/urbain, de les confronter entre elles ainsi qu'à d'autres observatoires, ceci jusqu'à construire l'évaluation que constitue un « retour d'expérience » cet outil préalable et indispensable quand il faut agir.

Mon exposé comportera quatre points :

1. La notion d'observatoire : pour une clarification préliminaire.
 2. L'Observatoire des rapports entre le rural et l'urbain : objectifs, organigramme, résultats.
 3. Problèmes de méthode : atouts et limites.
 4. Retour sur l'OCF et propositions.
- Conclusion.

1. La notion d'observatoire et les types d'observatoire

Il n'est pas inutile de prendre le temps d'examiner le terme d'Observatoire qui est de nos jours utilisé sans compter surtout dans le discours de l'action. Sans qu'il soit véritablement soumis à une évaluation critique, l'observatoire est pensé dans les sociétés post-industrielles, et de plus en plus dans les sociétés en développement, comme l'instrument indispensable à l'action. Pour chaque problème grave, difficile à résoudre et considéré comme une priorité des politiques publiques un observatoire est créé comme s'il était

incontournable pour la résolution dudit problème. Aujourd'hui le terme d'observatoire ne peut être dissocié de la modernisation (ou de l'amélioration) des processus de planification aux différents niveaux où ils s'exercent.

À l'origine, l'observatoire astronomique

Et pourtant, il faut bien admettre que l'origine de ce terme ne se trouve pas dans le langage de l'action politique mais, au contraire, dans celui de la science et plus particulièrement dans l'astronomie. Les premiers observatoires sont associés à des lieux et à des instruments à partir desquels il était possible d'examiner les astres et leurs mouvements. Cette observation expérimentale du ciel s'est très tôt conjuguée avec les mathématiques et la physique. La fin du XIX^e siècle consacre le modèle de l'Observatoire en l'élargissant à d'autres disciplines (sciences du vivant en particulier) tout en conservant sa localisation privilégiée en altitude et une architecture typique.

Aujourd'hui ce sens du terme d'Observatoire est pour ainsi dire oublié du fait des progrès technologiques de l'exploration spatiale. Les Observatoires sont des monuments et font partie du patrimoine tandis que le terme de « station spatiale » lui est substitué et même si reste encore performante l'observation à très haute altitude et avec des instruments géants dans un modèle à nouveau limité à l'astronomie. Plus que d'observatoire on parle aujourd'hui de Très Grands Équipements (TGE) autour des recherches qui exigent de très gros investissements pour son instrumentation. Il n'en reste pas moins vrai que, du fait de son sens originel, le terme d'observatoire reste lié à trois caractères principaux : l'observation de longue durée, l'usage d'instruments lourds et sophistiqués, l'interaction entre disciplines scientifiques (pluridisciplinarité et interdisciplinarité), considérés comme indispensables pour identifier des lois et pour prévoir des évolutions à court, moyen et long terme (objectif de prédictivité).

La multiplication actuelle : engouement ou métaphore ?

Après une période de relative stabilité dans la première moitié du XX^e siècle, la deuxième moitié enregistre une floraison de création d'observatoires qui prennent un sens nouveau. Il serait intéressant de

faire un inventaire chronologique et exhaustif de toutes les créations d'Observatoires qui ont été liées aux politiques publiques et aux États dans l'Union européenne et dans les pays méditerranéens. C'est à partir d'un tel travail qui reste à faire que l'on pourrait se demander à quoi correspondent les moments de création intense et d'utilisation du dispositif Observatoire et vérifier l'hypothèse que les « riches heures » des observatoires se situent plutôt soit dans des moments de grande reconstruction des bases nationales (c'est le cas d'Observatoires régionaux de l'Insee qui accompagnent la planification de la reconstruction après la deuxième guerre mondiale), soit dans des moments de crise et, comme nous le disions précédemment, lorsque des problèmes graves se posent que l'on considère comme quasi insolubles (Observatoire de la discrimination raciale, Observatoire des banlieues...). D'ores et déjà, il faut remarquer que la dernière décennie (les années 90) et le début du XXI^e siècle ont été particulièrement fertiles en création d'observatoires de tous noms, le plus souvent dans un but, comme c'est, je crois, le cas en 93 pour l'OCF, dynamiser et rendre plus efficace le lien entre recherche et action.

Mais qu'y a-t-il derrière cet engouement pour le terme même d'observatoire qui, appliqué à certains des organismes ainsi créés, aurait pu trouver un équivalent comme celui de Centre d'analyse de... ou d'Institut d'observation continue de... etc. La multiplication récente s'appuie-t-elle sur l'évaluation et des bilans constatés de la supériorité en matière de recherche et d'action d'un Observatoire, de la condition féminine par exemple, sur un Centre de recherche pour le développement de l'activité des femmes et l'amélioration des rapports sociaux de sexe ? Cet engouement ne s'explique-t-il pas plutôt par le poids enfoui dans la mémoire et dans les représentations sociales du terme d'Observatoire dans la mesure où il est associé à sa définition originelle, celle qui en fait un haut lieu de la recherche rigoureusement associé à une instrumentation de qualité et destiné à prévoir les phénomènes, à les anticiper par la connaissance des processus, à construire une prospective. Au fond, sous cet engouement, n'y a-t-il pas qu'un usage métaphorique du terme, l'intuition de ce que le mot, même s'il n'est pas défini strictement, contient de charge opératoire. Nous rejoignons ici la position de Rémi Clignet qui considère que le

« caractère métaphorique de la notion d'observatoire » est « une invitation à observer les observatoires » (Clignet, 1998, pp. 123-124)

Une clarification nécessaire : les types d'observatoire classés selon leur objectif et la prise en compte du temps

C'est la raison pour laquelle une des premières tâches à laquelle je me suis attachée avant que l'Observatoire des rapports entre le rural et l'urbain ne soit créé, c'est à la clarification des organismes qui se dénommaient observatoires en France en passant au crible ceux à qui j'avais eu à faire soit pour y puiser mes informations statistiques (l'Insee), soit parce que j'y avais été engagée dans une programmation de recherche innovante (Les observatoires de l'évolution économique écologique et sociale du Programme Environnement du Cnrs), soit parce qu'ils se créaient dans mon champ thématique de recherche (Observatoire de la pauvreté, Observatoire des jeunes en difficulté, Observatoire de l'environnement...).

L'analyse comparée de leurs objectifs, de leur prise en compte du temps (datation, court terme, moyen terme, longue durée...) et de leur degré de complexité dans la mobilisation des disciplines dont les données sont issues nous a permis de distinguer trois grands type d'observatoires :

- *les observatoires de recherche* : Ils prolongent l'idée originelle de l'observatoire astronomique avec les caractéristiques déjà signalées. Qu'ils mobilisent plutôt des sciences naturelles comme la station biogéographique de Cessières créée dans les années 60 et gérée par un laboratoire de l'ENS de Saint-Cloud, ou plutôt des sciences sociales comme l'Observatoire du changement social lancé dans les années 70 notamment par Henri Mendras et que continue de gérer l'Institut des sciences politiques, qu'ils soient plutôt interdisciplinaire comme l'Observatoire du Piren Causse Aigoual dirigé par Marcel Jollivet de 1981 à 1989 et qui dure encore sur le site du Méjan, ou l'Observatoire du delta du Niger, et plus récemment la création des « zones ateliers » du programme Environnement, vie et sociétés du Cnrs (Lévêque *et al.*, 2000), tous ces observatoires impliquent un dispositif de construction de données et d'observation continue de ces données ainsi que des interactions entre leurs différentes dimensions scientifiques. Ils portent tous sur des objets complexes et sont conçus pour résoudre des questions scientifiques où il est nécessaire de travailler sur le long terme

en prenant en compte un temps continu permettant d'articuler entre elles des temporalités propres à chaque dimension du problème scientifique posé. La question de l'unité spatiale d'observation et des temporalités y est essentielle.

Le problème posé par ce type d'observatoire est sa durée qui n'est pas toujours assurée soit parce que le problème scientifique n'est plus convaincant, soit du fait du non renouvellement des équipes de recherche, soit tout simplement par insuffisance des financements pour la maintenance du dispositif d'observation continue. Ainsi les « observatoires démographiques », expériences de suivi de communautés pour étudier les processus du renouvellement des populations (fécondité, mortalité, migrations) apparus au début du XX^e siècle aux États-Unis dans des villages de Caroline du Sud et qui ont permis de montrer le lien entre certaines maladies et l'alimentation ne sont plus suivis. Il est de même, plus tard, de l'expérience de l'Orstom en matière d'observatoire de population appelés « laboratoire de population » ou « étude prospective de communauté », qui a été menée sur plus de trente ans en divers lieux et a donné aussi des résultats intéressants dans le lien entre démographie et santé. Malgré le bilan précis et nuancé qu'il en tire : « De nombreux résultats n'auraient jamais été connus sans cela » Michel Garenne (1998) conclut que ces observatoires sont devenus rares dans les pays développés où domine la conception statistique de l'observatoire tandis que pour les pays en développement l'avenir lui semble à long terme incertain pour des raisons essentiellement éthiques.

- *les observatoires statistiques* : Ils sont en quelque sorte l'essence même de la nouvelle génération des observatoires de l'après deuxième guerre mondiale. Dans ce type, l'observatoire est supposé être un outil pour observer le changement et tous les problèmes méthodologiques s'articulent autour de la mise en place des données et sur l'exploitation de ces systèmes d'information statistiques. Ils portent sur des domaines divers (prix, consommation, logement...), mais sont généralement associés au dispositif classique des pays industriels, le recensement de population et le recensement agricole qui sont les instruments d'observation, de contrôle et de planification de l'État. Le principe du recensement est d'être régulier et répétitif pour permettre des comparaisons dans le temps. Il implique un dispositif généralement

lourd à la fois en enquêtes pour collecte de données et en instruments permettant les mesures continues (*monitoring survey*, suivi satellitaire, avions et drones, équipements informatiques...)

Les disciplines mobilisées par ces observatoires deviennent donc de plus en plus techniques (statistique, démographie statistique, ingénierie cartographique, informatique et analyse d'images etc. Ce sont des outils très importants de l'État et de la régulation nationale (*cf.* les indices de prix, le nombre et le type de chômeurs, les indices industriels...). Ils renvoient aux questions critiques posées aux gouvernements à certaines époques (d'où souvent les procédures d'enquêtes plus légères complémentaires), mais se distinguent de la catégorie suivante par le fait qu'ils sont pensés pour durer sur le long terme (en tout cas, la durée de l'État lui-même). Mais il ne s'agit pas de la même conception du long terme que dans le premier type car ces observatoires s'accommodent d'une vision discontinue du temps, on pourrait dire d'une vision procédurale du temps qui ne cherche pas à mettre en évidence des interactions entre processus mais plutôt à collecter des données selon un protocole régulier et identique dans un temps pensé plutôt comme linéaire et irréversible.

- *les observatoires pour l'action* : Ils constituent en quelque sorte la troisième génération des Observatoires. Leur spécificité est de porter sur des questions critiques mais nettement plus finalisées que dans le type précédent. Émanant généralement d'instances publiques, ils sont conçus pour résoudre un problème de la conjoncture (Observatoire des prisons, Observatoire des métiers du Cnrs, Observatoire de la pauvreté, Observatoire de la discrimination raciale, Observatoire de la délinquance juvénile...). En dépit de leur dénomination d'observatoire, ils ne prennent donc pas en compte le temps long, mais le temps de la crise qui inclut l'idée de début et de fin. Si bien que le dispositif de recherche et l'instrumentation y sont souvent sous estimés, le suivi continu de données pertinentes étant souvent soit laissé à l'improvisation, soit pensé après la création de l'outil.

La mobilisation des disciplines concernées par le problème y est également assez peu réfléchi. Ce type d'observatoire peut pourtant porter sur des questions scientifiques (une maladie par exemple), ce qui implique la recherche d'interactions entre des phénomènes de nature différente et donc l'interdisciplinarité. Mais dans la mesure où l'action

politique est à l'origine de leur création, ils sont conçus pour ne durer que jusqu'à ce que la solution de gouvernement ou d'un problème très ciblé soit trouvée. En ce sens, et bien que la conception du temps y soit différente, la difficulté est la même que pour le premier type, à savoir de maintenir une activité dans la longue durée au delà de l'action finalisée à court terme.

Une ambiguïté potentiellement positive : l'observatoire « entre »

Même si ce classement en type a pour avantage de rendre plus intelligible la confusion qu'induit le foisonnement des observatoires, il n'en est pas moins vrai qu'il est quelque peu schématique. Comme nous venons de le voir pour le dernier type, certains observatoires ont des propriétés plus ou moins ambiguës qui les placent « entre » plusieurs types. Ainsi on peut se demander si l'Observatoire des pratiques et représentations de l'environnement créé dans les années 90 à l'Institut Français pour l'Environnement (IFEN) appartient au type 3 ou 2 voire même du 1 : par son objectif très finalisé lié à un question complexe (le changement des comportements face aux problèmes d'environnement), il est entre le type 3 et le type 2 ; par une conception métrique du temps et des indicateurs du développement durable, il se situe plutôt dans le type 2. Cette question mérite d'être posée pour l'Observatoire de la Condition féminine (nous y viendrons un peu plus tard), mais aussi pour l'Observatoire des rapports entre le rural et l'urbain que je vais maintenant vous présenter. N'est-ce pas en effet le défi d'un observatoire aujourd'hui que de concilier : i. une problématique de recherche interdisciplinaire permettant de qualifier le changement social sur longue durée jusqu'au point d'anticiper son déroulement ; ii. une action finalisée où le temps est tiré par le présent (Lemoigne, 2000) et où le dispositif est conçu pour répondre pas à pas aux problèmes posés ; iii. un dispositif instrumental d'observation continu soutenu financièrement par l'État pour qu'il dure ?

2. L'Observatoire des rapports urbain/rural

Vous attendez sans doute qu'une fois faite cette réflexion générale sur le sens du terme observatoire et sur les types d'observatoire, je passe

directement à l'évaluation de l'Observatoire de la condition de la femme qui m'a été demandée au regard de ses trois objectifs : « renforcer les capacités de recherche de l'OCF au Credif », ce qui relève plutôt du type 1 ; « opérationnaliser la banque de données statistiques de l'OCF » ce qui relève plutôt du type 2 ; « contribuer au renforcement du rôle de l'OCF comme outil d'aide à la prise de décision au service des planificateurs et développeurs », ce qui relève plutôt du type 3. Mais cette évaluation ne m'a été possible que parce que j'ai confronté ma courte expérience de l'observatoire tunisien à mon expérience française qui n'a cessé de poser des problèmes de passage de la théorie à la pratique.

Alors permettez-moi de vous présenter l'Observatoire des rapports rural/urbain ou villes/campagnes, car c'est en le mettant en vis-à-vis, en affrontant la rapprochement, que j'ai tiré de fructueuses leçons, et pour analyser les atouts et les faiblesses de l'OCF, et pour mesurer, en retour de cet exercice, les efforts qu'il nous faudra faire pour atteindre, nous aussi, nos objectifs.

En quoi c'est un observatoire : rappel des objectifs et des propriétés

Au principe de l'Observatoire rural/urbain est un des problèmes majeurs qui se pose aux sciences sociales à savoir de comprendre, d'analyser, de qualifier le changement social sans pour cela pouvoir recourir à une expérimentation systématique comme le font les sciences dites expérimentales. En effet comme l'écrit Michel Garenne :

Le modèle des observatoires permet de tourner, dans une certaine mesure certaines de ces difficultés, ce qui leur vaut parfois le label, injustifié d'ailleurs, de « laboratoire ». Le but du modèle de l'observatoire est d'observer des changements, ce qui justifie l'approche longitudinale, et c'est en cela que le modèle devient quasi expérimental, même si on ne peut répéter deux fois, de manière identique la même situation ou la même intervention. C'est en observant ces changements que le chercheur peut tirer ses conclusions sur les phénomènes qu'il étudie.

(Garenne, 1998 : p. 164).

- *La question du temps* : notre Observatoire a donc le statut d'observatoire d'abord parce qu'il prend en compte la question du

temps, qu'il est un instrument d'analyse de la temporalité des faits sociaux, qu'il a l'ambition de mesurer et de qualifier les temporalités du changement social qui reste aujourd'hui encore une boîte noire.

En Europe, les nouvelles donnes et les crises de toutes sortes se succèdent et s'enchevêtrent (montée du chômage et de l'exclusion sociale, aggravation des problèmes d'environnement et de santé, accentuation de la turbulence politique...). Comment démêler les tendances lourdes de celles éphémères, comment identifier les faits nouveaux porteurs de changement durable ? Comment qualifier ce changement en termes de continuité, de ruptures voire de renversement ? Comment théoriser le changement ? »

(Mathieu, Robert, 1998).

Ceci suppose une réflexion sur les phénomènes sociaux qu'il faut suivre et surtout sur les pas de temps qui leur sont propres. « La notion d'observatoire exige donc que le sociologue établisse un certain nombre de distinctions dans son élaboration des dimensions temporelles qu'il utilise » (Clignet, 1998 : p. 133). La datation des phénomènes, leur qualification temporelle sont essentielles pour introduire un système de mesure ayant valeur pour les temps du passé, du présent et du futur et qui permette d'articuler des phénomènes qui se déroulent à des pas de temps distincts.

• *La question de l'espace ou de la localisation* : Mais où faut-il observer ? Telle est la deuxième question qui se pose à tous les observatoires comme au nôtre. En ce sens l'observatoire astronomique était bien localisé dans le lieu d'où l'on pouvait observer de façon optimum les systèmes des astres. En ce qui concerne les faits sociaux, la question est plus difficile à résoudre du fait même de la diversité spatiale qui caractérise les sociétés et les cultures. « L'observatoire tel que nous l'entendons doit permettre de comprendre les principes de différenciations spatiales à l'œuvre au sein de la société et mettre en évidence les niveaux d'organisation sociale majeurs où ils s'exercent » (Mathieu, Robert, 1998).

C'est pourquoi l'Observatoire des rapports urbain/rural assied son observation des temporalités du changement social sur un ensemble de localités (des terrains considérés comme des micro-sociétés) où est maintenue une veille scientifique qui « est le passage obligé si l'on veut comprendre les formes spécifiques et singulières (espaces, sociétés

locales, territoires) dans lesquelles se construisent les interactions entre les différentes tendances du changement global. » (*idem*, 1998). Ainsi est reprise une méthodologie que l'on peut faire remonter à Frédéric Le Play et à ses monographies locales et de familles « ouvrières » (Le Play, 1855, *Les Études Sociales*, 2000). C'est d'ailleurs le recours à cette tradition monographique du côté des géographes comme des sociologues qui est à l'origine de la création, au sein de l'UMR Ladyss, de l'Observatoire urbain/rural (Jollivet, Mendras, 1971-1974 ; Mathieu, Duboscq, 1985).

Pourquoi un observatoire de l'évolution de la relation ville/campagne

Il ne suffit cependant pas de posséder ces deux propriétés : le temps (du changement social) et l'espace (les localités) qui donnent à l'Observatoire l'objectif d'observer des objets complexes qui sont en quelque sorte des espaces/temps et des sociétés/temps. Se posent encore deux problèmes : celui de l'entrée principale dans le changement social ; celui du découpage du réel et des entités significatives parce que distinctes et identifiables par des rapports spécifiques entre sociétés et territoires. Nous avons fait l'hypothèse de la valeur heuristique de l'entrée par la traditionnelle question du changement des relations villes/campagnes et de la caractérisation des localités par les catégories de rural et d'urbain.

- *Universalité des catégories de rural et d'urbain* : nous avons fait l'hypothèse que les catégories de ville(s) et de campagnes(s) sont des notions fondamentales exprimant, voire formalisant la relation sociétés/territoires : elles se retrouvent dans toutes les catégories de découpage spatial ; elles ont un caractère universel. Tout en intégrant un principe de différenciation qualitative (elles se fondent sur des distinctions morphologiques et sociales entre des identités singulières et des types de milieux distincts, voire opposés), et donc en prenant en compte la diversité (villes, campagnes, banlieues, bourgs, villages...), ce sont des catégories transversales que l'on rencontre dans quasiment toutes les cultures et civilisations passées et actuelles. En dépit de leur contestation récurrente, elles gardent toujours une valeur dans le langage courant comme dans le langage politique et scientifique.

• *L'analyse du changement social est éclairée par celle de l'évolution du rapport entre l'urbain et le rural* : Il existe deux interprétations contradictoires du changement social vu à travers la question classique des relations ville/campagne. La première affirme l'existence d'un continuum et la disparition du rural et donc à la fin de la distinction entre le rural et l'urbain, en l'associant à la tendance à la globalisation ou à la mondialisation ; la deuxième met en avant l'existence en milieu rural de réactions au processus de globalisation qualifiées de « résistance », « renaissance » ou « vitalité cachée » qui reconfigurent une nouvelle ruralité. Cette position si contradictoire soit-elle n'efface pas le caractère pertinent (même si c'est sur des bases différentes) du recours à la dialectique de la ville et de la campagne pour penser le changement. Les notions de nouvelle urbanité comme de nouvelle ruralité sont en pleine émergence pour dire le changement des espaces/temps et des sociétés/temps. La réflexion sur la qualification dans le temps de la relation (contradictoire, complémentaire, solidaire) fonctionne encore ne serait-ce que dans la controverse.

Notre hypothèse est donc que l'Observatoire permet de confronter ces deux interprétations et d'en faire évoluer les énoncés pour aboutir à une lecture efficace du changement social. Celle-ci se fait à la fois par la confrontation de localités urbaines et de localités rurales observées dans leurs temporalités propres (Robert, Chambron, 2001) que par la confrontation au filtre des catégories du rural et de l'urbain des interprétations sectorielles du changement dans les analyses des sciences sociales (la question environnementale (Jollivet, en cours) et celle du paysage (Luginbühl, en cours), les politiques culturelles des parcs naturels régionaux (Mathieu, 2001), la production de solidarité par les associations (Mathieu, de Lafond, en cours), la question de la pauvreté croisée avec les catégories, les modes d'habiter.... et, bien sur, les rapports sociaux de sexe (Coutras, Gana, en cours).

D'ores et déjà on peut affirmer que l'hypothèse de la valeur heuristique de la démarche de l'Observatoire : suivre dans le temps (observation continue) des objets et des questions complexes, a trouvé quelques premières validations, vérifiant le bien-fondé de casser les stéréotypes et les visions fragmentées.

Quel type d'observatoire : entre recherche et action

La démarche et les propriétés ainsi rappelées, il vous semble peut-être que l'Observatoire des rapports entre le rural et l'urbain se classe, dans la typologie établie antérieurement, plutôt dans le type 1 d'observatoire de recherche. Il est vrai que l'observation du changement social est une question bien complexe à traduire de façon claire et utile pour des décideurs, ce qui la rend difficile à introduire dans un système d'action. Et pourtant, n'est-ce pas toujours à propos et en termes de changement social que toute action de politique publique prend son sens ?

À vrai dire, c'est au contact des planificateurs et des politiques publiques que l'idée d'Observatoire urbain/rural est née, ne serait-ce que pour clarifier la controverse sur la dite irréversibilité du processus d'urbanisation et pour montrer à quel point les politiques publiques étaient enfermées dans des représentations sociales stéréotypées et dépendantes des variations de l'idéologie dominante. Mais parce que les questions qui définissent le changement social sont multiples, il ne s'agit pas d'orienter la collecte de données vers une action particulière mais de construire plutôt les outils permettant le passage de la recherche à l'action.

En somme, notre Observatoire est entre la recherche et l'action et l'ensemble du dispositif ne prend son sens que par rapport à son utilité pour « gouverner » d'autant plus que nous considérons, dans la mouvance de *Natures Sciences Sociétés*, que « gouverner, c'est prévoir » et que toute action de développement ne peut échapper à une réflexion mettant en jeu l'espace et le temps et à la grille proposée par Jean Marie Legay « Ici et maintenant, plus tard et ailleurs » (Legay, 1993).

L'observatoire repose en effet sur une haute conception de la recherche qui fait l'hypothèse que la finalisation est un moyen de progresser dans les connaissances. Le concept d'implication y est central pour articuler la recherche à l'action, en préservant les conditions d'indépendance scientifique nécessaires pour l'avancée des connaissances mais en choisissant les questions et les problèmes à traiter en fonction de l'acuité avec laquelle ils se posent à la société, et de ce fait au politique.

3. Problèmes de méthode pour ce type d'observatoire

Ainsi, comme l'Observatoire de la Condition des Femmes, l'Observatoire des rapports entre le rural et l'urbain a pour objectif d'être une plate-forme permettant le passage entre la recherche et l'action, de construire les outils de la médiation entre connaissances et interventions. Mais ceci n'est pas sans poser des problèmes de méthode dont le recensement dans le cadre de l'Observatoire rural/urbain peut avoir valeur pour les autres et pour l'OCF en particulier.

Dans sa caractérisation théorique générale, la méthode de l'Observatoire doit permettre de résoudre trois sortes de problèmes :

- celui de l'articulation du quantitatif au qualitatif ;
- celui de l'articulation du local au global ;
- celui de l'observation continue ;

Mais il me semble possible, après quatre années de fonctionnement, d'identifier plus précisément les difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés et qui méritent d'être approfondies du point de vue des solutions pratiques à y apporter.

La place des indicateurs et du quantitatif

Le premier problème tient au fait que ce type d'observatoire se distingue fondamentalement des observatoires statistiques dont il n'a pas la puissance instrumentale et financière qui est conférée à ceux-ci par l'État. Une série de difficultés et d'obstacles en découle :

- *le rapport avec les statistiques existantes* : Il est évident qu'il n'est pas pensable d'essayer de construire, à partir d'une définition des besoins propres à l'observatoire, une base de données statistiques indépendante de celles qui existent et qui font l'objet de recensements systématiques et souvent exhaustifs. Mais force est alors de constater l'important décalage qui existe entre les données mobilisables et disponibles dans les statistiques telles qu'elles sont fournies et les données souhaitables qui ont été imaginées pour jalonner de mesures adéquates le changement social. L'insatisfaction qui en découle porte soit sur le problème des pas de temps imposés par les statistiques officielles qui ne permettent pas d'identifier les « moments » considérés par hypothèse comme des moments importants du changement social, soit sur la configuration des données proprement dites (les catégories statistiques) qui ne répondent

pas aux interrogations que l'on se pose. Prenons l'exemple des données disponibles sur la mobilité des individus au recensement général de population en France qui se limite à la migration entre le lieu de travail et le lieu de résidence et au changement de commune de résidence entre deux recensements, ce qui est très insuffisant pour observer l'accélération de toutes les mobilités dans les sociétés post-industrielles et leurs conséquences sur les modes d'habiter. La difficulté est la même quand il s'agit de mettre en évidence des changements du rapport au travail qui ne sont pas correctement appréhendés par les statistiques d'emploi et d'activités de l'Insee.

- *l'intensité de cette activité et le problème du maintien et de l'actualisation de séries continues* : la décision de constituer une base minimum de données (issues des statistiques existantes) correspondant aux besoins de tel ou tel chantier de l'Observatoire ou aux localités suivies implique un travail spécifique et le recours à un ou deux chercheurs en ayant la responsabilité. Mais du fait de la multiplicité des tâches nécessaires pour faire fonctionner un tel observatoire deux difficultés surgissent alors : i. dans la mesure où il est plus aisé d'établir des bases de données par question, surtout si tel ou tel chercheur est spécialisé dans l'évaluation des données statistiques propres à ce domaine, on prend le risque d'une spécialisation qui peut s'avérer contradictoire avec l'objectif général impliquant l'articulation entre les différentes dimensions du changement social ; ii. même si on a réussi à construire quelques séries statistiques homogènes dans le temps et dans l'espace permettant de suivre de façon la plus adéquate possible les dimensions du changement social que l'on considère comme pertinente, se pose le problème de la continuation des observations, du maintien de la base de données constituée et de l'actualisation de ces séries. Et tout ceci à un coût et implique des compétences.

- *la valeur des indicateurs* : nous n'insisterons pas sur ce point bien connu de tout utilisateur de bases de données quantitatives. Celles-ci ne prennent leur sens que dans l'élaboration d'indicateurs permettant d'atteindre les objectifs de l'observatoire. Leur évaluation et leur validation expérimentale sont des opérations essentielles. Ici, l'effort de définition (par exemple de ce qu'on définit comme rural ou comme urbain ainsi que les degrés d'urbanité et de ruralité) est indispensable. Mais ce type de difficulté est relativement banal au regard de ce qui

nous paraît être une difficulté spécifique de l'Observatoire : construire à la fois des indicateurs à caractère explicatif et à caractère prospectif. Le recours à l'analyse quantitative offre généralement plus de possibilités pour confirmer des hypothèses concernant les tendances passées que pour identifier des faits présents porteurs de changement et donc pour favoriser l'anticipation que requiert toute action de développement. Quant à l'utilisation de modèles de simulation, elle est en général décevante du fait d'une certaine incompatibilité entre simplicité des indicateurs et complexité des processus à modéliser.

La place du local et du retour sur les terrains

Comme je l'ai déjà signalé, l'Observatoire des rapports entre rural et urbain s'appuie principalement sur un dispositif de localités qui ont fait l'objet de « monographies locales ». Mais le consensus en faveur de cette méthode et l'expérience de ce choix par les sociologues comme par les géographes du Ladyss, n'empêchent pas que des problèmes se posent quant à sa mise en œuvre. Les terrains qui ont été explorés ne sont pas tous de même taille et ne correspondent pas aux mêmes entités administratives ; les monographies ont été initiées à des dates différentes et varient dans leur problématique selon les programmes auxquels elles étaient associées (monographies communales sous la direction de Pierre Coutin, communes rurales et Observation du changement social au GRS, monographies de communes et de cantons dans le programme Zones de faible densité, Causses/Cévennes puis Causse Méjan et programme environnement du Cnrs etc.). Des choix sont à faire que l'on peut ainsi résumer :

- *Suivi continu et chronologie des événements* : il s'agit de la méthode préconisée dans le cadre de l'Observatoire du Méjan et qui a consisté à suivre de façon continue (au pas de temps requis par chaque phénomène observé) les changements écologiques, économiques et sociaux d'une entité géographiquement bien délimitée que constitue le causse Méjan. Ce mode de suivi est à la fois quantitatif et qualitatif. Il se rapproche de celui des Observatoires démographiques que nous avons évoqués au départ, mais il est encore plus holiste puisqu'il inclut les observations naturalistes comme l'évolution de la végétation et du paysage.

Dans ce cadre, j'ai personnellement élaboré un protocole de suivi annuel de ce qui était considéré comme « événement » par un ensemble d'informateurs, habitant le causse et hors du causse, choisis pour leur représentativité et leur diversité, que ces événements aient un caractère familial, local, régional ou général, ou qu'ils soient désignés comme « naturels » ou « sociaux ». Cette chronologie mise à jour pendant huit années consécutives s'est avérée pertinente pour anticiper certains comportements et en particulier ceux des éleveurs face aux politiques européennes ainsi que l'importance des femmes dans l'adoption des innovations.

Mais cette méthode est très lourde à tenir et deux difficultés (ou dérives) rendent son application problématique. C'est d'abord la tendance à la limitation de l'observation continue à des sites très restreint (six exploitations agricoles dans la dernière phase du programme), ce qui favorise l'analyse de certains processus (comme l'embroussaillage), mais en limite d'autres pourtant essentiels pour prévoir les changements majeurs (par exemple l'évolution des comportements face aux « biens communs » (les sectionnaux) et face à la multirésidence et au tourisme. C'est ensuite la question du maintien de la régularité temporelle de l'observation, qui exige la programmation sur le long terme de compétences et d'un temps de travail. Faute de soutien financier et politique, ce type de méthode trouve sa fin avec le promoteur de la démarche.

- *Retour sur le terrain* : C'est la méthode choisie par les sociologues du Ladyss qui a été dénommée « les monographies revisitées » (Robert, Chambron, 2001). La « revisite » des onze villages qui avaient, dans les années 60, constitué la base empirique du programme « les collectivités rurales françaises » est en quelque sorte le fleuron de l'observatoire rural/urbain. En effet huit villages ont été réétudiés pour profiter de la connaissance ancienne de ces localités et apporter de la matière concrète et locale à la réflexion sur la ruralité d'aujourd'hui posée de façon théorique à travers la question : Qu'est-ce que le rural aujourd'hui trente ans après la « fin des paysans » ?

La validité de cette méthode se mesure aux résultats obtenus à partir des « monographies revisitées » comme l'exprime Michel Robert : « L'apport de la monographie locale est ici primordial car la réflexion macro-sociologique seule n'aurait pu nous mener à de telles

conclusions.» Mais là encore des problèmes demeurent. Première question : le principe des monographies revisitées doit-il être appliqué à d'autres monographies existantes même si elles n'ont pas les mêmes dates d'origine et n'ont pas été menées avec les mêmes objectifs et méthodes ? Cette question est importante car elle détermine les capacités d'extension à d'autres localités (urbaines en particulier) et à d'autres pays. Deuxième question : quel pas de temps faut-il pour à nouveau revisiter des localités qui ont fait l'objet d'un retour sur le terrain ? Bien que moins pesante, cette question se rapproche de celle précédente et ne peut éviter une réponse en termes de coût et d'engagement de chercheurs et d'acteurs locaux.

En somme on voit bien qu'un problème crucial à résoudre pour tirer le meilleur parti de cette méthode qui est au cœur du dispositif d'observation continu de l'observatoire et celui du nombre de localités qu'il est nécessaire de suivre, de leur répartition spatiale, de la permanence (à des pas de temps à préciser) des observations qui y sont établies.

La décomposition de la question générale du changement social

Lors de sa création, nous avons pensé qu'il était nécessaire de décomposer la question générale du changement social vue à travers la relation villes/campagnes par un certain nombre d'entrées thématiques que nous avons appelé des « chantiers » (Mathieu, Robert, 1998). Une distinction était faite entre les chantiers de « méthode » et les chantiers « thématiques » définis pour leur caractère prioritaire et heuristique. Or, après quatre années de fonctionnement, il s'avère que cette architecture a bougé et que des différences sont apparues entre les priorités affichées au départ et ce qui s'est passé en réalité. On peut aujourd'hui distinguer trois types de chantiers :

- les chantiers qui vont de soi : dans l'ensemble, ce sont des chantiers que nous avons proposés au départ parce qu'à l'évidence ils doivent être interrogés parce qu'ils sont constitutifs des conceptions antérieures ou traditionnelles de la relation ville/campagne : ce sont principalement les chantiers « mobilité » et « travail ». Mais, curieusement, ce ne sont pas ceux qui ont le plus avancé (en particulier, le chantier confrontant les formes de travail rural et urbain) dans la mesure où le poids des

interprétations antérieures empêche de repenser de façon radicale la question aujourd'hui. Et pourtant, il semble bien que ce sont sur ces questions anciennes (la fonction de l'agriculture et l'organisation du travail par exemple) que l'on pourrait trouver les plus grandes ruptures ;

- les chantiers « forcés » ou hypothétiques : ce sont des chantiers, dont certains n'étaient pas prévus au départ, qui sont apparus, au fur et à mesure de la progression de l'Observatoire, comme des chantiers clés pour rendre le dispositif efficace. On peut donner comme exemples : i. le chantier autour du concept de « mode d'habiter » (qui est fondé sur l'hypothèse d'une conciliation possible entre le concept sociologique de mode de vie et celui géographique de genre de vie) qui va sans doute permettre de construire un dispositif articulant l'approche par enquête statistique et l'approche par localités rurales et urbaines ; ii. le chantier « environnement et développement durable » qui oblige à repenser totalement différemment et le rural et l'urbain et la relation ville/campagne de même qu'il a obligé à ouvrir un chantier qui n'était pas prévu sur le paysage et les politiques publiques qui en font un outil de développement. Le plus récent de ces chantiers est sans nul doute celui des « rapports sociaux de sexe » qui vous intéresse plus particulièrement ;

- les chantiers proposés : un des objectifs de l'Observatoire, celui d'être médiateur entre recherche et action, a suscité l'intérêt de plusieurs partenaires nous donnant l'occasion d'ouvrir de nouveaux chantiers (non prévus au départ) et de valider le bien fondé de notre proposition de méthode. On peut donner comme exemple de partenariat en cours, celui avec l'Union des missions locales rurales (outil de la politique en faveur des jeunes en difficulté) et avec la Fédération des Parcs Naturels Régionaux qui a souhaité faire passer au crible de notre problématique la question de sa politique de développement local culturel. Ce partenariat conduit incontestablement à enrichir notre conception d'origine, en ciblant des entrées dans le changement social plus précisément liées aux politiques publiques d'une part, en nous obligeant à (ré)intégrer des entrées que nous avons délaissées comme les catégories sociales et d'âge ou comme les politiques territoriales et des collectivités locales. Un problème se pose cependant qui vient de l'ouverture à des problématiques pour lesquelles le dispositif d'observation est pour ainsi dire à construire.

- Les chantiers émergents : une des perspectives les plus inattendues que l'Observatoire a ouvert est la reconnaissance que certains axes considérés comme secondaires ou surdéterminés pour l'analyse du changement social se retrouvent au centre de ce changement social du seul fait que l'on teste la pertinence des catégories de rural et d'urbain. Celui des rapports sociaux de sexe, engagé avec la collaboration de chercheurs d'un organisme de recherche comme l'IRESO et d'un organisme lié au politique comme l'OCF est de ce point de vue exemplaire. Cette entrée est en effet marginalisée par les sciences sociales, ou au contraire sur valorisée dans certaines sphères scientifiques (les *gender studies*) parce qu'il est difficile d'admettre sa portée générale. L'introduction du filtre des catégories de rural et d'urbain et des relations villes/campagnes fait prendre conscience de la valeur ajoutée par la problématique des rapports sociaux de sexe selon que l'on privilégie la question de la discrimination et de l'inégalité entre les sexes ou celle de la contribution spécifique des femmes au changement social en particulier dans sa dimension utopique et prospective. Conjuguer la question du genre avec celle du rural et de l'urbain conduit à sortir des approches prédéterminées par les idéologies en cause et à affronter le centre même de ce qui fait les changements de comportements dans leur rapport avec les milieux de vie.

En conclusion, il nous faut insister sur le défi méthodologique de l'Observatoire de l'évolution urbain/rural que l'on peut ainsi résumer :

- articulation des types de méthodes : l'analyse quantitative et l'analyse qualitative ; la méthode statistique et la méthode holiste ;
- articulation de la conceptualisation de l'Observatoire avec les objectifs de recherche proprement dite et ceux de la recherche impliquée.

Ceci implique :

- un échange d'expérience autour de la conception et du fonctionnement d'un observatoire ;
- un échange d'expérience sur la problématique du rural et de l'urbain, de l'articulation du local et du global.

Pour conclure, je voudrais revenir à deux mots, en quelque sorte opposés, de confiance et de défi. J'ai en effet une intense confiance en ce dispositif d'investigation nouvelle qu'on nomme Observatoire de sciences sociales. Il est d'une grande portée heuristique dans sa dimension de recherche comme dans sa dimension d'action. C'est un

outil nécessaire de médiation entre connaissances et action dont l'utilité pour penser le développement durable et agir dans ce sens est incomparable.

Mais je dis aussi qu'il est un immense défi. En effet, s'il n'est pas une métaphore, s'il répond aux exigences que nous avons identifiées, sa mise en œuvre implique un effort considérable, tant sont grandes les difficultés pour lui assurer cohérence (entre localisation et temporalités, dans l'articulation entre objectifs et méthodes), enfin surtout pour lui assurer une durée.

Retour sur l'Observatoire de la Condition des Femmes en Tunisie

Importance et atouts

Il m'a suffi de consulter les rapports d'activité et la bibliographie de l'OCF pour être convaincue de l'importance du travail réalisé et de ses atouts.

Créé en 1993 avec pour rôle d'être « un mécanisme qui collecte, traite, analyse et diffuse l'essentiel de l'information (statistique et qualitative) sur la situation des femmes et les rapports de sexe en Tunisie » (rapport d'activités, avril 2001), l'OCF est donc à la fois un observatoire de recherche et un observatoire pour l'action. Son importance semble reconnue par l'État au sein du département de la recherche (il s'inscrit dans le centre de recherches du Credif et est soutenu par le Serst) et par le ministère des Affaires de la Femme et de la Famille.

• *Du côté recherche* : il faut noter un ensemble régulier d'études et de recherches sur les différents aspects de la situation des femmes qui jalonnent les années depuis sa création. Trois d'entre elles ont retenu mon attention : *Femmes rurales de Tunisie* (1996) qui constitue une mise au point remarquable sur l'ensemble des dimensions qui caractérisent la situation de cette catégorie de femmes, en particulier du point de vue du travail ; *Budget-temps des ménages ruraux et travail invisible des femmes rurales en Tunisie* (2000) qui prolonge le travail précédent en l'approfondissant du point de vue méthodologique et pour

la constitution d'indicateurs relativement sophistiqués ; *Femmes Tunisiennes et production scientifique* (tome1, 1996 ; tome 2, 1997) qui a mobilisé une équipe de chercheurs pour un état des lieux par discipline de la production des scientifiques tunisiennes.

D'autres recherches innovantes sont en cours s'appuyant sur des séminaires comme celle sur la question importante des « Femmes entrepreneurs » précisant le thème toujours en cours de « Femmes et emploi » ou encore l'étude initiée récemment sur « Femmes et pauvreté en Tunisie ».

On peut remarquer deux traits spécifiques de cet observatoire du côté des recherches : d'une part l'importance donnée au quantitatif et l'effort fait pour se raccorder aux statistiques disponibles mais aussi pour proposer des indicateurs ; d'autre part la continuité de l'observation sur certains thèmes en particulier celui du travail.

- *Du côté action* : l'Observatoire se caractérise pour l'instant par l'existence d'une banque de données statistiques désagrégées par sexe qui implique une relation avec l'État tunisien à travers la collecte de données auprès des différents organismes producteurs de statistiques notamment l'Institut National de la Statistique, les ministères de l'Agriculture, de l'Éducation, de l'Enseignement Supérieur et de la Santé Publique. Ainsi est obtenue une vision centralisée d'une question mal connue car traditionnellement fragmentée qui est transformée au sein de l'OCF et dans le cadre de son département statistique en indicateurs destinés à « fournir aux opérateurs chargés de la définition des politiques publiques et des programmes de développement les éléments nécessaires à l'intégration de l'approche genre dans les mécanismes de planification » (rapport d'activités, avril 2001).

L'existence d'un équipement informatique conséquent et d'un personnel qualifié pour le faire fonctionner est sans doute un atout pour opérer cette médiation entre recherche et action. Ainsi l'effort fait pour élaborer des indicateurs de suivi et d'évaluation de la condition des femmes (en particulier les « indicateurs d'intégration économique » construits par Souad Triki, avril-mai 2001) vont dans ce sens. Mais à la lumière des séances très intenses passées avec l'équipe et par la confrontation avec les problèmes soulevés dans le fonctionnement de notre observatoire, il me paraît possible de proposer quelques

recommandations qui valoriseraient ces atouts et rendraient peut-être plus réalisable l'objectif si délicat d'être un observatoire proprement dit permettant d'articuler les résultats de recherche avec l'introduction de l'approche genre dans la planification et les politiques publiques de développement.

Pour une meilleure définition du cadre théorique de l'OCF

Il me semble tout d'abord recommandé de mieux définir son cadre et ses enjeux théoriques. Je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, l'écueil principal à éviter dans les observatoires « entre » est de fonctionner du côté de la recherche, comme du côté de l'action dans une articulation métaphorique et non effective. La dimension action d'un observatoire, qui lui donne une valeur heuristique incontestable, porte le risque d'éphémérité (une fois le problème de la condition des femmes résolu, à quoi bon maintenir un dispositif d'observation continue !), risque qui ne peut être évité que par un effort incessant du côté de la formulation théorique du problème et des questions qui fondent sa dimension de recherche. Ainsi pour l'OCF, la définition du cadre théorique et problématique pourrait s'orienter dans deux directions :

- *du côté des rapports sociaux de sexe* : sans vouloir empiéter sur une réflexion qui vous appartient puisque vous avez choisi d'observer la « condition féminine » ou Le deuxième sexe selon l'expression de Simone de Beauvoir (Beauvoir, 1949), il me semble important de vous situer par rapport aux différents courants de pensée et aux différentes problématiques par discipline qui ont organisé la question féministe depuis les années 50 et qui l'organisent aujourd'hui. On pourrait objecter qu'il n'est pas nécessaire d'adopter cette position et qu'une attitude pragmatique « collant » aux réalités tunisiennes est suffisante. Mais, de mon point de vue, ce serait une faiblesse, une orientation porteuse d'affaiblissement à terme, car il est difficile de se sortir des représentations sociales dominantes et des stéréotypes sur un tel sujet sans faire cet effort critique et de choix théorique qui donne une autonomie scientifique proprement dite nécessaire pour répondre aux questions complexes posées dans le champ de l'action.

Ainsi est-ce la question de la spécificité de la « condition féminine » qui est principale ? En France, cette manière de poser la

question reste importante, en particulier dans les travaux des philosophes pour qui le problème de ce qu'est la féminité, de la définition même du féminin se pose comme question encore irrésolue même si elle convoque le masculin comme outil de différenciation des sexes (Cassin, 2000 ; Fraisse, 1991). Dans cette problématique, l'interrogation sur la pertinence de l'opposition masculin/féminin est majeure et conduit à une analyse de la différence à travers différentes entrées et pratiques comme la sexualité, le rapport à la filiation et la famille, les façons de penser, le rapport au pouvoir et à la violence, les rapports au quotidien etc. En ce sens, certains rapprochements peuvent être fait entre l'approche philosophique et l'approche anthropologique des problèmes (Héritier, 2002) de même, quoiqu'à un moindre degré, qu'avec l'approche géographique qui tente de montrer la différence sexuée du rapport à l'espace (Coutras, 1999) ou à la nature (Mathieu, Morel-Brochet, 2001).

Ou bien est-ce la question de l'inégalité et de la discrimination sociales subies par les femmes au sein des sociétés « développées » ou « en voie de développement » ? Elle ne se pose pas dans les mêmes termes et les hypothèses qui l'accompagnent sont plutôt du ressort de la science politique, de la sociologie ou de l'histoire. Elle suppose alors une réflexion sur le contenu du concept même d'égalité ou de parité et oblige à définir un système de mesure de l'inégalité assortie d'une hiérarchisation des formes d'oppression. Dès lors, il s'agit de savoir d'où vient l'inégalité, comment expliquer la place inférieure des femmes dans la hiérarchie sociale ? De faits historiques et culturels qui marquent les différences entre les civilisations, les cultures voire les religions ? De rapports de force et de l'absence de pouvoir des femmes dans les sociétés modernes ? Il s'agit aussi de définir les lieux critiques où se construit et perdure cette inégalité : est-ce sur le rapport au travail et dans la sphère de l'emploi et de l'organisation sociale du travail, ce qui implique une attention plus marquée à la question du travail domestique et à la place des femmes (en nombre et aux différents niveaux de qualification et de salaire) dans la société ? Est-ce, comme on l'entend en France actuellement, dans la sphère familiale et par la différence des rapports aux enfants (et d'ailleurs aussi aux parents) que se joue la production du rapport inégalitaire et sa reproduction ? Ou est-ce plutôt dans la sphère politique et publique où se manifeste le plus fortement la

discrimination des femmes en termes de responsabilité ? Ces questions ne se posent pas dans les mêmes termes à la recherche et ne mobilisent pas les mêmes disciplines et théories du changement social.

Enfin, toujours du côté des rapports sociaux de sexe, la problématique de recherche privilégie-t-elle plutôt la question de l'évaluation, la modernisation ou la rénovation des politiques publiques en direction des femmes, ce qui implique la mobilisation de la sociologie politique, de l'économie (politique) et du droit ? Dès lors le questionnement se porte plutôt sur l'analyse de l'appareil d'État, sur son fonctionnement et ses contradictions en la matière pour identifier à la fois la force des objectifs politiques en direction des femmes, les outils (en particulier juridiques) à travers lesquels l'État cherche à les atteindre, enfin l'évaluation présente et prospective de l'effectivité de ces politiques.

Il est bien évident que ces questionnements ne sont pas indépendants les uns des autres et que les réponses à tel type de questionnement (par exemple le dernier) se nourriraient des résultats théoriques des autres. Mais il me semble qu'opérer une telle clarification contribuerait sans doute à une meilleure conscience de vos orientations de recherche sur ce que vous appelez tantôt la « condition féminine », tantôt la « condition des femmes » en Tunisie.

- *Du côté de l'Observatoire* : si je me reporte à la caractérisation de notre observatoire, ceci même si votre objet en diffère, il me semble également important de vérifier, pour l'OCF, le niveau d'appropriation et la mise en application des propriétés majeures qui fondent un Observatoire.

Tout d'abord il faudrait approfondir la construction théorique des dimensions du temps et de l'espace quand il s'agit d'observer l'évolution de la question des femmes ou de l'approche « genre » pour parler à la façon anglo-saxonne. Quels pas de temps vous semblent appropriés ? Tenez vous à introduire la longue durée dans votre dispositif de recherche, celle qui vous ferez remonter à la période coloniale et même avant elle ? Mais si oui pourquoi, au nom de quelles hypothèses ? En ce qui concerne le temps présent, comment l'aborderiez-vous ? À la façon régulière et procédurale qui caractérise les recensements statistiques ? Ou en définissant des rythmes et des mesures qui vous paraissent révélatrices du changement du côté des

femmes ? Jusqu'où iriez-vous dans cette recomposition du temps souhaitable ? Jusqu'à la prospective ?

Mêmes remarques pour ce qui est de la dimension spatiale de l'Observatoire. Quelles unités spatiales d'observation vous paraissent adéquates pour répondre aux questions posées ? Les découpages administratifs et statistiques vous semblent-ils suffisants pour atteindre le niveau d'organisation sociale des rapports de sexe et pour comprendre le changement des attitudes individuelles ? Quelles modifications du dispositif spatial d'observation seraient souhaitables ? Iriez-vous jusqu'à la méthode monographique que nous préconisons dans l'Observatoire urbain/rural ? Les monographies seraient-elles locales ? Pour quelles localités, dans l'espace-temps d'une société locale ou dans les sphères plus réduites de l'usine, de l'exploitation agricole voire de la maison ? Ou seraient-elles plus sociales (par catégories de femmes, par types d'activité...), ce qui modifierait la conception des « sites » d'observation ?

Ensuite, il faudrait revenir sur la position de l'OCF parmi les types d'observatoire. Certes et pour ma part, je vous ai classé dans la catégorie des observatoires entre recherche et action, mais, de votre part, il s'agit non seulement d'avaliser ce choix mais surtout d'en approfondir les conséquences au niveau théorique comme au niveau pratique. La finalisation de l'observation oblige à reconsidérer l'enjeu théorique. On peut faire l'hypothèse que choisir d'emblée le questionnement de la lutte contre l'inégalité homme/femme peut entraîner une conception plus étroite des objectifs politiques que l'interrogation sur ce qu'est la féminité, sur la différenciation sexuelle des représentations et des pratiques, sur la construction sociale de l'identité féminine proprement dite. En effet, tandis que la première posture conduit le plus souvent à enregistrer des différences déjà connues (l'infériorité des salaires et des taux d'activité, la supériorité de ceux du chômage, la plus faible présence des femmes sur la scène politique....) et à envisager la finalité de l'observatoire du point de vue de l'atténuation de ces différences, donc en quelque sorte dans le prolongement des politiques existantes, la deuxième ouvre sur des finalités plus prospectives dans la mesure où sont interrogées les potentialités cachées des comportements féminins et des rapports de sexe et, de ce fait, les marges de développement de la

société toute entière. Dès lors, la construction des politiques peut s'établir sur des perspectives plus complexes et plus téléologiques.

Dans la pratique, cela conduit à définir plus précisément les rapports aux partenaires de l'Observatoire qui identifient mieux les raisons pour lesquelles ils devraient fournir des informations et l'intérêt qu'ils ont au bon fonctionnement de l'Observatoire de la condition des femmes.

Réactualiser ou redéfinir une plate-forme articulant objectifs et méthodes

Cette recommandation découle de la précédente, elle en est la traduction au plan du dispositif de l'Observatoire lui-même. C'est toujours à la lumière de ce que j'ai décrypté des difficultés de fonctionnement de notre observatoire que je me permets d'en souligner les points les plus importants, ceci sans entrer dans la traduction concrète des choix qui vous reviennent. Résumons donc les points clés de cette plate-forme :

- *retour sur les objectifs de l'Observatoire de la Condition des Femmes en Tunisie ;*
- *retour sur les « chantiers » de l'Observatoire ;*
- *réflexion sur l'importance de la dimension recherche de l'Observatoire ;*
- *réflexion sur l'articulation entre le quantitatif et le qualitatif ;*
- *retour sur le lien entre recherche et action et définition de ces liens.*

Il est évident que cette plate-forme une fois rédigée ne doit pas être considérée comme immuable et évoluera forcément en fonction des nouveaux problèmes à résoudre. Mais toute évaluation nécessite pour être pertinente et effective de se caler sur un protocole (ou une charte) bien établis décrivant les propriétés du dispositif d'observation et tout particulièrement ses objectifs et son instrumentation. Aucune évaluation n'est possible ni légitime si ces conditions ne sont pas remplies. En l'absence de cette plate-forme validée par les chercheurs et les partenaires, le risque récusation de l'utilité sociale et, à terme, de disparition est à prévoir.

Pour le prolongement de l'échange d'expérience par le croisement des questions : le rural et l'urbain et la condition des femmes

J'en viens donc à une proposition que les quelques jours passés au milieu de vous, immergée dans votre observatoire, m'ont suscitée : et si, de votre côté, vous preniez la question des relations villes/campagnes comme chantier pour observer et analyser le changement de la condition des femmes, tandis que nous, de notre côté, nous affronterions, pour observer et analyser les dynamiques sociales et les recompositions des espaces, la difficile question des rapports sociaux de sexe, qui n'est pas volontiers, en France, posée en termes de rapport rural/urbain.

Ceci d'autant plus que dans l'OCF, il existe déjà des travaux qui ont porté sur les femmes rurales (1996) et que certains chercheurs membres de l'Observatoire rural/urbain ont exploré la question des femmes en milieu rural (Mathieu, Glamcewski et le programme Cost). Mais si l'on se fie à notre hypothèse, la valeur heuristique tiendrait à la capacité de mener une observation confrontant les femmes rurales et les femmes urbaines, les recherches portant sur les « rurales » à celles portant sur les « femmes en ville ». En France, ces recherches existent et se font de façon dissociée sans réelle volonté de confrontation des approches et des résultats, sans objectif d'insertion de ce type de différenciation dans la théorisation du changement social (même sur le plan de la place des femmes dans la scène politique. En est-il de même en Tunisie ? Dispose-t-on de recherches sur les femmes urbaines ou vivant en ville ? Ne serait-il pas intéressant de donner cette dimension d'analyse parallèle à l'Observatoire de la condition des femmes ? Au fond la poursuite de notre échange d'expérience pourrait porter sur plusieurs points :

- *un échange d'expérience autour de la conception et du fonctionnement d'un observatoire ;*
- *un échange d'expérience sur la problématique du rural et de l'urbain, de l'articulation du local et du global ;*
- *un échange d'expérience sur la valeur ajoutée par la problématique des rapports sociaux de sexe selon que l'on privilégie la question de la discrimination et de l'inégalité entre les sexes ou celle de la contribution spécifique des femmes au changement social en particulier dans sa dimension utopique et prospective.*

Conclusion

Pour conclure, je voudrais revenir à deux mots qui sous-tendent tout mon exposé et dont je voudrais partager avec vous l'importance : c'est ceux, en quelque sorte opposés, de confiance et de défi. J'ai en effet une intense confiance en ce dispositif d'investigation nouvelle qu'on nomme Observatoire de sciences sociales. Il est d'une grande portée heuristique dans sa dimension de recherche comme dans sa dimension d'action. C'est un outil nécessaire de médiation entre connaissances et action dont l'utilité pour penser le développement durable et agir dans ce sens est incomparable.

Mais je dis aussi qu'il est un immense défi. En effet, s'il n'est pas une métaphore, s'il répond aux exigences que nous avons identifiées, sa mise en œuvre implique un effort considérable, tant sont grandes les difficultés pour lui assurer cohérence (entre localisation et temporalités, dans l'articulation entre objectifs et méthodes), enfin surtout pour lui assurer une durée.

Références

- BEAUVOIR (de) Simone, 1949, *Le deuxième sexe*, Gallimard, Paris.
- CASSIN Barbara, MATIEU Maurice, 2000, *Voir Hélène en toute femme*, Éd. Les empêcheurs de penser en rond, Paris, 208 p.
- CLIGNET R., Ed. 1998, *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, Orstom éditions, Paris.
- CLIGNET R., 1998, *Une invitation à observer les observatoires in : Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, Orstom éditions, Paris, pp. 123-146.
- COUTRAS Jacqueline, 1999, « Espaces sexués et géographie française. Bonheur et malheur d'une géographe » in CHIVALLON Christine, RAGOUET Pascal, SAMER Michael (dir.), *Discours scientifiques et contextes culturels. Géographies françaises et britanniques à l'épreuve post-moderne*. Bordeaux, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, p. 75-88.
- FRAISSE Geneviève dir., 1991, *L'exercice du savoir et la différence des sexes*, L'Harmattan, Paris, 173 p.
- GARENNE M., 1998, « Potentiel et limites des observatoires démographiques » *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, Orstom éditions, Paris, pp. 159-171.
- HERITIER Françoise, 2002, *Masculin/Féminin, t. 2 : Dissoudre la hiérarchie*, Odile Jacob, 443 p.
- JOLLIVET M., MENDRAS, H., dir., 1971-74, *Les collectivités rurales françaises*, Armand Colin/Cnrs, Paris, 2 vol. (1. *Étude comparative du changement social*, 222 p. ; *Sociétés paysannes ou lutte de classe au village*, 266 p.).
- LEGAY J. M., 1993, « Ici et maintenant, plus tard et ailleurs », *Natures Sciences Sociétés*, 1 (2), pp. 144-147.
- LE MOIGNE Jean-Louis, 2000, « Les trois temps de la modélisation des écosystèmes : l'entropique, l'anthropique et le téléologique » in BARRUE-PASTOR M., BERTRAND G., *Les temps de l'environnement*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, pp. 41-52.
- « Les monographies de familles de l'École de Le Play », 2000, *Les Études Sociales*, 131-132, 227 p.
- LEVEQUE C., PAVE, A., ABBADIE L., WEILL A., VIVIEN F. D., 2000, « Les zones ateliers, des dispositifs pour la recherche sur l'environnement et les anthroposystèmes », *Natures Sciences Sociétés*, pp. 43-52.

- MATHIEU N., DUBOSCQ P., dir., 1985, *Voyage en France par les pays de faible densité*, Éditions du CNRS, Toulouse, 179 p.
- MATHIEU N., 1987, *L'interdisciplinarité en question dans l'observatoire Causses-Cévennes* - BSLG, t. 21, fasc. 3-4, pp.493-504 (Actes du colloque « Valorisation et maîtrise du territoire dans les montagnes sèches de l'Europe du Sud », Alès, 20 sept.-1er oct. 1987).
- MATHIEU N., 1992, « Un outil d'observation de l'interaction entre systèmes naturels et systèmes sociaux : l'observatoire du Méjan en Lozère », *Trente communications au 27^e Congrès International de Géographie*, Washington, INTERGEO/AFDG.
- MATHIEU N., 2001, « Villes-Campagnes : un nouveau regard », *Villes-Campagnes, Peut-on expérimenter de nouveaux modèles de développement culturel ?* Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France, Paris, pp. 15-17 (Actes du séminaire des 18 et 19 janvier 2001 organisé par la FPNRF avec l'appui du ministère de la Culture et de la Communication, du Conseil régional Rhône-Alpes et de l'Observatoire sur les rapports entre le rural et l'urbain, Centre Culturel des Camiers - Parc naturel régional du Pilat, 60 p.)
- MATHIEU N., *Expériences et méthodologies des observatoires*, Credif/Pnud, Tunis (Conférence présentée à l'Observatoire de la Condition de la Femme à Tunis le 23 mai 2001).
- MATHIEU N., MOREL-BROCHET A., 2001, « Essai sur l'habiter : le rural à l'épreuve de la mobilité » *Dynamiques rurales, environnement et stratégies spatiales*, Montpellier, Publications de l'université Paul Valéry, pp. 467-475.
- MATHIEU N., ROBERT, M., 1998, « Pourquoi un observatoire des rapports urbain/rural ? » *Observatoire des rapports entre rural et urbain*, 4 pages, 1, décembre, 6 p.
- ROBERT M., CHAMBRON, N., 2001, « Localité et changement social : le petit bout de la lorgnette ? » *Observatoire des rapports entre rural et urbain*, 4 pages, 3, janvier, 6 p.